

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°18-DRCTAJ/1-49

mettant en demeure la société POLLINA IMPRIMERIE de respecter les prescriptions applicables aux installations qu'elle exploite à Chasnais

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°07-DRCTAJE/1-314 du 3 août 2007 autorisant la société POLLINA IMPRIMERIE à exploiter, après régularisation, une imprimerie à Chasnais ;

Vu l'arrêté préfectoral n°09-DRCTAJE/1-488 du 5 août 2009 fixant des prescriptions complémentaires à la société POLLINA IMPRIMERIE pour l'exploitation, après accroissement des volumes d'activités, d'une imprimerie à Chasnais ;

Vu le courrier du préfet de la Vendée, en date du 7 novembre 2011, prenant acte de la construction d'un bâtiment de 4 000 m² entraînant l'augmentation de la quantité de papiers stockés de 6 000 à 7 000 tonnes ;

Vu l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 août 2007 susvisé qui dispose : « *Les installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées* » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, en date du 10 janvier 2018, transmis à l'exploitant par courrier du même jour, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 9 janvier 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les rapports de vérification des installations électriques mentionnent toujours des non-conformités récurrentes ;
- les Q18 établis par la société SOCOTEC pour les parties POLLINA et AFBO, en date du 20 octobre 2017, mentionnent que les installations peuvent entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 août 2007 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société POLLINA IMPRIMERIE de respecter les prescriptions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2007 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 : La société POLLINA IMPRIMERIE, exploitant une installation d'imprimerie sise zone industrielle sur la commune de Chasnaïs, est mise en demeure, **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 août 2007 susvisé en mettant ses installations électriques en conformité de manière à obtenir pour le site un Q18 mentionnant que les installations ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.

Article 2 : L'exploitant adressera au préfet de la Vendée, **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Chasnaïs et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture - pôle environnement - section des installations classées.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet de Fontenay-le-Comte.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 30 JAN. 2018
Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

Vincent NIQUET

Arrêté n°18-DRCTAJ/1-49

mettant en demeure la société IMPRIMERIE POLLINA de respecter les prescriptions applicables aux installations qu'elle exploite à Chasnaïs